

CIBLE

Onze neuf

Pour cette commémoration des attentats du 11 septembre, sommes-nous solidaires des Américains ou cultivons-nous l'antiaméricanisme à front de taureau ?

Nous sommes solidaires des Américains !

Nous sommes solidaires des intellectuels américains qui dénoncent l'impérialisme de leur propre État, les méthodes terroristes qu'il a utilisées pour maintenir sa domination en Amérique latine, la guerre qu'il a menée contre la Yougoslavie, les massacres de civils et de prisonniers en Afghanistan, l'agression qu'il prépare contre l'Irak.

Nous sommes solidaires des professeurs et des journalistes américains qui sont depuis un an victimes de la chasse aux sorcières et nous sommes solidaires de tous ceux qui, dans le peuple américain, sont en lutte contre George W. Bush et sa belliqueuse équipe.

Nous sommes hostiles à la politique actuelle du gouvernement des États-Unis. Rien de plus, rien de moins. Nous refusons d'entrer dans la logique sanglante de la vengeance, dans le cycle nihiliste de la terreur, et nous refusons que la France se soumette une nouvelle fois à la volonté du président des États-Unis. Contre Bush, solidarité militante, mobilisation internationale - dès aujourd'hui.

JOHANNESBURG

Les raisons de l'échec

Social

**Rentrée à
risques**

p. 4

Idées

**Sloterdijk et
Nietzsche**

p. 9

« Vous n'êtes pas la France ! »

Des jeunes gens ont manifesté devant la basilique de Saint-Denis ; l'un d'eux aurait même déboulé sur le parvis en hurlant : « Sortez d'ici. C'est un lieu sacré. Vous n'êtes pas la France » (1).

Quel maître à penser a éveillé une si noble indignation chez ces manifestants (dont certains se proclamaient royalistes...) à l'idée que des étrangers sans-papiers occupaient depuis le 17 août la basilique de nos rois ? On ne peut s'empêcher de penser à Jean-Marie Le Pen qui, ouvrant en fanfare l'université d'été de son parti à Annecy, déclarait la veille : « L'Église catholique de France est le ventre mou de notre pays ». Revenu de sa modération en campagne électorale, le tribun du Front National manie l'insulte pour rouvrir son fond de commerce anti-immigré, au passage, « bouffer du curé » et relancer ses échos dans la presse. A cet homme-là, comme au Messier Gaster de Rabelais, « tout fait ventre ».

Si l'on pouvait rappeler à la raison la droite la plus bête du monde, on lui dirait que les plus anciennes libertés reconnaissent à l'Église le droit

d'accueillir qui elle veut dans ses sanctuaires et que venir en aide aux pauvres ou aux étrangers, comme l'a fait pour un temps limité à Saint-Denis, le père Bernard Berger, curé de la Basilique, avec le soutien de son évêque M^{re} Olivier de Berranger, président de la Commission sociale de l'épiscopat, est dans la ligne d'un livre appelé *Évangile*. Mais Le Pen aime les prêtres à sa botte, les brocards liturgiques, le latin des pages roses et les Jeanne d'Arc en toc... Curieusement, quand il traite l'Église de « ventre mou », il serait surpris d'apprendre qu'à l'insu de sa bêtise même, il exalte ainsi le rôle maternel qu'elle joue en ouvrant au malheureux ses « entrailles de miséricorde ».

Reste le fond de drame, qu'on ne peut continuer à passer sous silence.

Depuis la longue occupation de l'église Saint-Bernard en 1997, son violent épilogue et la loi Chevènement-

Reseda (2) qui a permis de régulariser plus de la moitié des cas présentés, la lutte des sans-papiers s'est trouvée désamorcée par la gauche au pouvoir. Le mouvement éclaté (très actif à Lille) n'a pas su recréer de dynamique nationale, se contentant d'actions ponctuelles avec le plus souvent pour points de ralliement des églises dont les prêtres, par leur sens de la proximité humaine, sont sensibles aux déchirements familiaux de cette population.

Leurs cas présentent des configurations complexes : familles divisées dont un parent doit quitter le territoire alors que le conjoint et les enfants y résident régulièrement, individus travaillant depuis plus de dix ans sur le sol français, parfois y ayant fait leurs études, mais n'ayant pas séjourné quinze ans dans notre pays, et aussi 80 % de déboutés du droit d'asile qui viennent grossir le flot des sans-papiers quand il y a danger à se rapatrier.

Même s'il n'y a « pas de solution globale » à leurs problèmes, le gouvernement ne doit pour autant les ignorer. Il serait bien avisé - surtout après le choc d'opinion du 11 septembre - d'avoir une doctrine globale des migrations, de l'asile politique, de l'accès à la citoyenneté et des accords internationaux de coopération. Ce cadre ferait sortir de la routine administrative ou de l'arbitraire local l'application des lois actuelles et prévaloir les arbitrages individuels sur des mesures d'exclusion non suivies d'effet.

Pour en revenir au lieu qui focalise à nouveau l'attention sur ces détresses, au-delà de sa consécration ecclésiastique, de fortes raisons laïques et politiques font de la basilique néropole des rois de France un lieu privilégié pour accueillir les porteurs de telles revendications.

Parce que le respect de la liberté dans notre pays a toujours eu pour critère la qualité de l'accueil de l'étranger, la protection que le roi lui accorde. C'est ce qui a valu à la France, avant 1789, une place privilégiée dans la conscience des nations. Que des hommes et des femmes qui veulent s'attacher à notre pays choisissent de s'exprimer à partir de ce lieu mémoriel dit assez la confiance que leur inspire la tradition française. Et rappelle « qui est la France » à ceux qui affectent de l'oublier.

Luc de GOUSTINE

(1) Voir notamment *La Croix* des 29 et 30 août 2002.

(2) Loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (Reseda).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 SOMMAIRE : p.2 : Vous n'êtes pas la France ! - p.3 : La diagonale du mou - English - p.4 : Des orientations grosses de risques - Prix - p.5 : Citoyen du monde - p.6/7 : Échec au sommet - p.8 : Au pays de l'argent noir - p.9 : Sloterdijk et Nietzsche - p.10 : Le jansénisme - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les charmes de la gouvernance.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01 42 97 42 57
 Télécopie : 01 42 96 05 53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

La diagonale du mou

L'économie globalisée donne de la bande. Ca s'effiloche, ça fiche le camp par tous les bouts et les belles illusions d'hier ont définitivement tourné en eau de boudin. La fin finale de l'ultra-libéralisme est brutale en Amérique latine, belliciste aux États-Unis, molle en Europe de l'Ouest.

Attendre, sans haine et sans crainte. Attendre puisqu'il n'y a pour l'instant rien d'autre à faire - la mise en turbulence du système oligarchique français ayant échoué. Attendre sans se lasser. Tout est dit, presque tout est joué. Il faut se répéter, souligner une fois de plus les mensonges et autres billes.

Même dans la presse capitaliste, les articles de ces derniers mois constituent un vaste cimetière d'illusions perdues. Tandis que les cadavres s'accumulent, les éloges funèbres ne sont plus possibles : les morts financières des dieux du marché sont scandaleuses (Jean-Marie Messier) et les groupes naguère montrés en exemple (Enron et autres Worldcom) s'effondrent dans le sordide. Tous les peuples d'Amérique latine ont compris que les prescriptions du FMI étaient criminelles et une majorité de citoyens, dans les divers pays européens, ne supporte plus l'ultra-concurrence. Les dirigeants occidentaux, tout occupés par le débat entre sale guerre (à l'américaine) et guerre propre (détruire en y mettant les formes) ne voient pas l'ampleur du rejet dont ils seront, un jour ou l'autre, victimes. Sans doute croient-ils que l'évocation compassionnelle des attentats du 11 septembre leur sauvera la mise et qu'une campagne réussie de « frappes » préventives ras-

semblera les opinions publiques dans une ferveur patriotique égale à celle que cultivent certains citoyens américains.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ? MM. Bush et Blair ne me rendront pas marxiste-léniniste. Je me permets simplement de rappeler aux conjoncturistes niais, qui dissertent depuis janvier sur la « reprise », ce que tous les économistes sérieux - qui sont parfois leurs voisins de colonne - soulignent avec force (1). Ce ne sont pas seulement les braves consommateurs américains qui soutiennent « à bout de bras » et « dans l'enthousiasme » l'économie des États-Unis, mais les dépenses militaires massives du gouvernement et les aides qu'il consent, sous diverses formes, à certains secteurs économiques - le transport aérien tout particulièrement.

J'ajoute que, dans l'Empire du Bien comme dans les nations qui lui sont soumises, ce n'est pas la baisse des impôts et des charges, ou telle autre raffarade, qui permet de soutenir l'activité, mais la distribution à tout-va du crédit à la consommation et, surtout, les milliards de milliards qui sont investis par les mafias et dépensés par les mafieux. Tels sont les facteurs qui viennent ralentir et adoucir les effets ravageurs provoqués par le séisme latino-américain ; la chute des bourses américaine et européennes, le rigorisme

budgétaire et la contrainte exercée sur les salaires.

L'économie de guerre, la morphine du crédit, la drogue de l'argent mafieux : voilà ce qui donne encore un peu de mou. Mais cela ne suffira pas. Aux États-Unis comme en Europe, les ménages réduisent leur consommation - les Américains en raison de la crise boursière, les Européens de l'Ouest à cause des effets inflationnistes du « passage à l'euro » qui a encore réduit leur pouvoir d'achat. Chez les Quinze, croissance molle (sans doute pas plus de 1 % cette année), consommation ramollie et mollesse des investissements. La demande intérieure faiblit (- 0,9 % en un an dans la zone euro), et il n'y a rien à attendre de l'extérieur : le Japon ne se relève pas, la « reprise » est faiblissante aux États-Unis, l'euro fort pénalise les exportations de l'euro-roland et on annonce, un peu partout, l'effacement de la bulle immobilière.

Conséquence immédiate : de nouvelles vagues de licenciements qui vont avoir lieu en France, comme ailleurs. Conséquence plus lointaine : faute de demande suffisante, des productions excédentaires qui provoqueront des guerres de prix et de nouvelles pressions sur les salaires qui feront encore baisser le niveau de la consommation. A l'horizon, donc, la menace de déflation. Les dirigeants européens pouraient l'écarter, s'ils avaient le courage d'une révision radicale de leurs choix. Ce courage, ils ne l'auront pas.

Sylvie FERNOY

(1) cf. la chronique de Paul Fabra. *Les Échos* du 6 septembre 2002.

English

Nous, les consommateurs français, on vit une époque formidable. Depuis janvier, on nous force à acheter des produits en euros, ce qui nous oblige à reconvertir en francs en multipliant par sept afin d'avoir une idée approximative de la dépense.

Mais Bruxelles va faire encore plus pour nous, si la Commission adopte un avis qui obligerait la France à accepter des emballages rédigés uniquement en anglais. On ne sait déjà plus très bien la valeur de ce qu'on achète. On ne connaît plus vraiment l'origine et le contenu de ce qu'on mange, car la photo d'un blanc de poulet ne renseigne pas sur la quantité de colorants et autres douceurs qui ont été injectées dans le pauvre volatile.

C'est ainsi qu'on s'enforce dans l'absurde. Après mille discours sur la protection et l'information des consommateurs, après avoir invoqué mille fois la transparence, on veut imposer une langue qui n'est pas comprise par la majorité des consommateurs français au nom de la Libre Concurrence.

Quelle langue ? L'anglais, évidemment, qui est implicitement présenté par la Cour de justice de Luxembourg, comme une « langue facilement comprise par les acheteurs ». Si la Commission décide de suivre l'arrêt de la Cour européenne, la loi Toubon qui oblige à rédiger en français la présentation des produits et la publicité se trouvera annulée - ceci au mépris de la démocratie. La France n'a pas à se plier aux injonctions absurdes et dangereuses d'idéologues grimés en magistrats et de technocrates américanisés.

Maria DA SILVA

Prix

Dans le domaine des prix, tout est « sous contrôle », jugulé, maîtrisé. Sur douze mois, de juillet 2001 à juillet 2002, le taux d'inflation a été de 1,6 % seulement. Ce bon résultat doit être examiné avec méfiance car le calcul du taux d'inflation se fait selon des choix qui ne sont pas innocents. Par exemple, dans la région parisienne, la carte orange a augmenté de 3,68 % mais son prix n'entre pas dans le calcul de l'indice, alors que le prix du ticket à l'unité, qui entre en ligne de compte, n'a pas été augmenté.

Mais surtout, ce sont les prix des biens de consommation courante, noyés dans les prix des autres produits de référence, qui ont connu une inflation galopante qui pénalise les personnes à revenus modestes. Alors que le gouvernement Raffarin a décidé de s'en tenir à la hausse légale du Smic (+ 2,4 %), l'Union fédérale des Consommateurs (UFC) a constaté que l'augmentation des prix dans les secteurs de l'alimentaire, de l'hygiène et de l'entretien a été très forte après le « passage à l'euro ». A tel point que les hausses des produits courants représenteraient en moyenne plus du double (4 %) du taux officiel d'inflation.

Bien entendu, les représentants de la grande distribution ont protesté. Mais comment contester qu'une célèbre marque de saucisses a augmenté de 33 % le prix du paquet de leur délicieux produit, et qu'une non moins célèbre marque de rillettes, n'a augmenté que de 18 % sa petite boîte ronde ? Que c'est beau, l'éthique marchande...

Jacques BLANGY

Des orientations grosses de risques

Le gouvernement a mis l'été à profit pour mettre sur pied les grandes orientations de sa politique sociale, principalement en ce qui concerne la durée du temps de travail et les salaires minimums. Comme prévu, l'ultra-libéralisme continue ses ravages...

Recevant une délégation de syndicalistes en juillet dernier, François Mer, ministre de l'Économie et des Finances, aurait déclaré à propos de la politique fiscale du nouveau gouvernement (baisse de l'impôt pour les hauts revenus et allègement des charges patronales sans compensation) : « Il est normal que l'argent retourne à ceux qui le gagnent ». Sous-entendu : « il est normal que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres, de plus en plus pauvres. » Quelques jours plus tard devant le dirigeant d'une grande confédération syndicale, Jean-Pierre Raffarin confiait : « Tout compte fait, le modèle économique anglais n'est pas si mal. » Ce à quoi, notre syndicaliste aurait répondu : « il n'est pas si mal à condition de ne pas être malade, de ne pas prendre le train, le métro... »

Les premières orientations de la politique gouvernementale en matière sociale semblent directement s'inspirer de cette idéologie ultra-libérale. Dès la fin août, François Fillon, ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, recevait les partenaires sociaux pour leur exposer les grandes lignes de son projet de loi relatif aux « salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi » qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 septembre prochain.

Si l'on en juge par le document de travail remis aux or-

ganisations syndicales et patronales, le gouvernement a décidé de céder aux pressions du Medef, quoi qu'en dise ce dernier par ailleurs. Certes le gouvernement ne revient pas sur les 35 heures, mais, en permettant aux entreprises de porter le quota d'heures supplémentaires à 180, au lieu des 130 actuellement en vigueur, il renonce à l'effet emploi de la réduction du temps de travail.

Concernant le Smic, Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, avait mis au point un système d'une rare complexité qui a abouti à l'existence, aujourd'hui, de six Smic différents selon que l'on travaille 35 ou 39 heures par semaine et selon la date à laquelle on était passé aux 35 heures. Les syndicats souhaitent que tous ces Smic s'alignent sur le plus haut. Le Medef, au nom de la compétitivité des entreprises françaises, souhaitait la disparition pure et simple du Smic. C'est la première solution qui semble, à ce jour, avoir la faveur du gouvernement. Le patronat crie au scandale, la CFDT se félicite. Il n'y a pourtant aucune raison de crier victoire. L'augmentation du pouvoir d'achat des smicards les plus mal lotis sera, en effet, de 11,4 %... entre 2003 et 2005. Cela ne concerne qu'une petite moitié d'entre eux (46,4 %), pour tous les autres l'augmentation du pouvoir d'achat variera de 0 à 4,9 %. En outre, si ce n'est pas la fin du Smic, c'est un retour

au Smig : la traditionnelle augmentation du Smic, le 1^{er} juillet de chaque année, de manière à s'aligner sur le rythme de l'inflation, risque de ne plus être garantie (1).

Concernant les allègements de cotisations, « un nouveau dispositif améliorant la ristourne (sic) bas salaires serait mis en place, de façon progressive sur trois ans. » En clair, cela signifie que les entreprises bénéficieront d'allègements de charges sur les salaires du bas de l'échelle : c'est un encouragement donné aux entreprises pour pratiquer une politique de bas salaires. Par ailleurs, les expériences passées montrent que les allègements de charges ne sont pas créateurs d'emplois et qu'ils coûtent extrêmement cher aux contribuables.

Rappelons que les dites charges correspondent aux contributions des employeurs au financement des différentes caisses de sécurité sociale. Une question s'impose. Comment garantir des allègements de charges tout en diminuant l'impôt sur le revenu de 5 % ? Il n'y a qu'une réponse : en ouvrant le système de protection sociale au privé. Ce serait la fin du pacte social fondé sur la solidarité. Si la politique sociale du gouvernement ne semble décidément pas avoir de cohérence, sa politique économique, elle, en a une.

Nicolas PALUMBO

(1) En 1970, le Smic (salaire minimum interprofessionnel de croissance) a succédé au Smig (salaire minimum interprofessionnel garanti), créé en 1950. Le Smig était simplement indexé sur l'indice des prix alors que le Smic tient également compte de l'évolution générale du niveau des salaires.

Citoyen du monde

Qu'est-ce qui fait courir Dominique de Villepin ? L'appétit de voyages et de découverte du nouveau ministre des Affaires étrangères annonce-t-il un retour de la France sur la scène internationale ?

Pour avoir fait le tour du monde en quatre-vingt jours, le ministre ne prend pas rang aux côtés de Philéas Fogg. Il n'est pas un dandy ou un dilettante, mais représente un nom qui émeut encore la planète : celui de la France. A vrai dire, telle était bien l'intention affichée partout où il est allé. Dominique de Villepin bénéficie d'une conjonction particulièrement favorable. L'accord qui préexiste entre lui et le chef de l'État, le rétablissement de l'unité de l'Exécutif, lui confèrent un crédit exceptionnel dans l'histoire récente – et même lointaine (nous étions référés à un siècle en arrière en évoquant Delcassé dès le lendemain du premier tour des élections (1)). Comment va-t-il utiliser ce capital ?

Devant la conférence annuelle des Ambassadeurs le 27 août, il a tracé une vaste fresque auprès de laquelle les propos du président de la République ne pouvaient paraître que ternes et fades. Le monde était à nouveau notre domaine. Rien ne nous était plus étranger. Le battement de l'aile de papillon en mer de Chine retenait toute notre attention. Nous redevions « citoyens du monde », habitants du « village global ». Non seulement la maison France était remise en ordre de marche, avec la fin de la cohabitation politicienne, mais encore une occasion exceptionnelle s'offrait à nous dans la nouvelle conjonction internationale consécutive au 11

septembre. Rencontre de l'homme d'exception et de l'Histoire ? Dominique de Villepin a aussi su trouver le slogan qui fait pendant à celui qui a rendu célèbre aux États-Unis son prédécesseur : à l'hyperpuissance, il fait succéder le diagnostic d'un « vide de puissance ». Dans la foulée du 11 septembre, il a raison. Les rodomontades de l'entourage de Bush ne doivent pas faire illusion. La seule conclusion qui se dégage de cette dernière année est la fragilité des forts. Le discours du 27 août en donne une bonne description. A partir de là, docteur, quels sont les remèdes ? Chacun sera sensible aux trois impératifs de partage, de légitimité et de justice énoncés par le ministre. Mais ne se résigne-t-il pas par avance, avec Pascal, à faire en sorte que si le juste ne pouvait pas être fort, le fort soit juste ?

Le renversement d'approche est significatif. D'un mot, d'une nuance, d'une virgule placée avant ou après, la diplomatie française rétablit le consensus européen. Le chancelier allemand Schröder n'a pris la position inverse que pour des raisons électorales, son concurrent, Stroïber, clairement le favori de Paris, ayant choisi de faire de l'intervention en Irak son cheval de bataille.

Donc ce qui est fort sera affaibli et l'Europe se ralliera. A partir de là, pouvons-nous raisonner comme si toutes choses resteront égales par ailleurs ? « Rien n'est écrit d'avance » a

conclu le ministre. A condition d'entendre cette phrase pour le meilleur et pour le pire, et pas seulement comme on l'entend au jour du mariage. Notre devoir est d'anticiper, de chercher à déchiffrer les signes, et non simplement d'attendre l'imprévisible comme d'aucuns croient en la proximité de la fin du monde. Le 11 septembre était prévisible. Il a fallu que nous soyons vraiment aveuglés, prisonniers de nos routines, infatués de notre supériorité, perclus d'un optimisme impénitent, pour ne pas l'avoir inclus dans nos prévisions raisonnables. La conclusion évidente est la faiblesse de cet impressionnant appareil d'information dont on nous rassurait les prouesses techniques, qu'on surévaluait, le mot d'Hubert Védrine était symptomatique. Il en était allé de même au Kosovo. Il en ira de même en Irak. Ce sera à la fois plus facile et plus difficile que prévu.

La conférence des Ambassadeurs a entendu pratiquement tous les membres du gouvernement, l'agriculture, le tourisme... A l'heure où elle s'est tenue, elle aurait dû être truffée d'uniformes. La ministre de la Défense aurait dû siéger en permanence aux côtés de son collègue du Quai d'Orsay. N'est-ce pas son homologue, Donald Rumsfeld, que l'on voit quotidiennement en compagnie du président Bush ? Ce n'est pas le secrétaire d'État Colin Powell. S'il s'agit de faire en sorte que ce qui est fort soit juste, il fallait réunir les Ambassadeurs rue Saint-Dominique.

Yves LA MARCK

(1) Cf. l'article « Défense républicaine » dans *Royaliste* n° 794.

BRÈVES

♦ **LUXEMBOURG** – Âgé de 21 ans, Guillaume de Luxembourg, fils aîné du grand-duc Henri, vient d'obtenir son brevet d'officier à la prestigieuse Académie royale militaire de Sandhurst (le Saint-Cyr anglais). Il poursuivra cette année sa formation de prince héritier en suivant les cours d'histoire et de sciences politiques de l'Université de Durham.

♦ **AFGHANISTAN** – Le 83^e anniversaire de l'indépendance afghane et de la fin de la colonisation britannique a été célébré le 19 août par une grande parade sur le stade olympique de Kaboul. Les cérémonies étaient coprésidées par le roi Zahir Chah, « père de la nation » et par le président Hamid Karzai.

♦ **TOGO** – C'est en présence d'un ministre représentant du gouvernement togolais, de l'ambassadeur de France et de nombreuses personnalités qu'a été célébrée l'intronisation de Fio Lawson VII, nouveau souverain du peuple Guen, au milieu de grandes festivités populaires. Comme dans toutes les nombreuses monarchies de la région, le souverain joue essentiellement un rôle de médiateur entre son peuple et les autorités politiques de Lomé.

♦ **ITALIE** – Le long processus permettant d'abroger les dispositions constitutionnelles qui condamnaient à l'exil les descendants des rois de la Maison de Savoie est presque arrivé à son terme. En effet, le quatrième et dernier vote positif, nécessaire à la révision constitutionnelle, a eu lieu le 7 juillet. Les opposants disposaient d'un délai de trois mois pour provoquer un éventuel référendum sur la question. Hypothèse peu vraisemblable, mais néanmoins la suspense demeure jusqu'au 15 octobre prochain.

♦ **ÉTHIOPIE** – A l'initiative de la Fondation pour le Mémorial de l'empereur Haïlé Sélassié, diverses manifestations ont eu lieu à Addis-Abeba pour marquer le 110^e anniversaire du dernier « Roi des Rois ». Prisonnier du régime militaire-communiste du colonel Mengistu, l'empereur fut assassiné en 1975. Son souvenir est toujours vivace en Éthiopie... et aux Antilles ! en particulier grâce au véritable culte que lui rend la communauté des rastafaris, illustrée naguère par le chanteur Bob Marley, père de la musique reggae.

♦ **MAROC** – Dans un entretien exclusif accordé au magazine français *La Médina*, le roi Mohammed VI indique les deux objectifs essentiels qu'il s'est assignés pour les dix prochaines années : gagner la bataille du développement et faire profiter au maximum de Marocains des fruits de la croissance. Très conscient des « transformations sociales importantes et des mutations au niveau des mœurs » qui sont en train de s'accomplir au Maroc, le souverain s'est impliqué personnellement pour les accompagner, en particulier grâce à la Fondation Mohammed VI qu'il préside et qui a pour fonction essentielle, aux côtés des acteurs sociaux, d'organiser la solidarité et de lutter contre l'exclusion.

Présumé comme le « sommet de la terre », le Sommet mondial sur le développement durable organisé dans le cadre des Nations unies s'est tenu en Afrique du Sud du 26 août au 4 septembre. Chefs d'État, entreprises transnationales, associations écologiques et militants hostiles à la globalisation se sont retrouvés et parfois affrontés lors de cette imposante réunion dont on attendait qu'elle concrétise les engagements pris voici dix ans au sommet de Rio. Tel n'a pas été le cas. François Villemonteix donne les raisons de cet échec patent.

Comme on s'y attendait, la montagne a accouché d'une souris : quelques « règles de bonne conduite » rédigées sous forme de vœux pieux non contraignants, sans échéances, sans enjeux, sans pénalités, autant dire rien. La seule nouveauté à Johannesburg, c'est que, plus réaliste qu'à Rio, on ne prend aucun engagement, sachant par expérience qu'il ne serait pas tenu.

L'échec est donc complet. Nous avons signalé dans nos colonnes (*Royaliste* n° 791) que l'on ne devait pas s'attendre à des actions spontanées des gouvernements : la prédiction était facile. En revanche le poids des citoyens, qui demeurerait pour nous la seule inconnue de Johannesburg 2002, s'est avéré pratiquement sans effet. Il reste maintenant à analyser ce qui s'est passé durant la conférence, car si les décisions y ont été inexistantes, son déroulement et ce qui s'y est dit (et tu...) apporte bien des lumières sur la façon dont l'environnement est perçu et géré par les États, les entreprises et les citoyens.

Les États ont fait la démonstration éclatante de leur impuissance, de leur désintérêt profond, voire de leur incompréhension complète des problèmes et des enjeux écologiques. Cela s'est exprimé de deux façons caricatu-

rales : par le mépris avec G. W. Bush, jugeant inutile de se déplacer ; par la démagogie avec Jacques Chirac, dont les « déclarations fracassantes » ne changeront pas d'un iota la politique française en la matière. Pour être plus précises que ces deux « stratégies » extrêmes, les positions des autres dirigeants n'ont pas été différentes. Rien à attendre donc des gouvernements actuels, la fin de non-recevoir a été on ne peut plus explicite.

Les organisations non-gouvernementales se sont répandues en invectives tous-azimuts, et ont été en grande partie responsables de l'échec de la conférence, par leur pratique de l'amalgame et de la confusion. Et l'on ne savait plus très bien au bout du compte s'il s'agissait d'un sommet sur l'environnement, sur l'industrialisation ou la dette des pays pauvres, sur les taxes ou les aides gouvernementales, sur le commerce international, le chômage en Afrique du Sud ou l'aide au développement. Johannesburg a montré les limites d'une « représentation citoyenne globale » face aux grands problèmes mondiaux. Cela mérite d'être noté, car il avait beaucoup été question récemment de la puissance d'une opinion publique mondiale rassemblée sur la Toile par la puissance de l'internet. Mais

si les premières manifestations « anti-globalisation », en particulier à Seattle, avaient pu bénéficier d'un impact universel, une fois l'effet de surprise passé elles apparaissent trop contradictoires dans leurs intérêts et trop peu organisées dans leurs actions pour peser dans les discussions internationales. Une fois de plus, la façon dont il mélange *lobbying*, action ponctuelle et revendications sans réflexion politique, démontre à quel point le « mouvement écologique » est, par construction, impuissant.

Les grands gagnants dans ce sommet restent sans conteste les multinationales. Les ONG dans leurs vociférations ont eu au moins une analyse pertinente : ce sont ces firmes qui ont tiré leur épingle du jeu. Elles ont compris tout l'avantage que l'on pouvait tirer à inclure l'entreprise dans le discours écologique. Pourtant leur participation dans la protection de l'environnement est presque toujours imposée par des réglementations et des contraintes légales : il y a peu d'exemples de cas où l'entreprise aura devancé les obligations en la matière. D'ailleurs on les comprend, car ces améliorations coûteuses ne peuvent s'envisager que si elles sont obligatoires pour tous, afin de ne pas fausser la compétition. C'est donc toujours - et logiquement - d'une

façon égoïste que les multinationales utilisent le discours écologique, et nous en avons décrit quelques cas dans ce journal. Rappelons l'exemple de Dupont de Nemours, qui découvre soudain, juste avant que son brevet de fabrication du fréon ne tombe dans le domaine public, que ce gaz est destructeur de la couche d'ozone et qu'il faut l'interdire (ça tombe bien, la firme a dans ses cartons de nouveaux produits, protégés pour trente ans...). Le risque pour une entreprise, ce n'est pas la dégradation du milieu, c'est la victoire du concurrent.

Or si une nouveauté est sortie du sommet de Johannesburg, c'est l'idée

d'étendre les principes de la loi du marché à l'environnement, et donc de laisser aux consommateurs et aux multinationales le soin de définir ce qui est bon pour lui, suivant le schéma classique. Le consommateur, par ses choix évidemment responsables, va imposer tout naturellement des codes de bonne conduite aux entreprises. L'une des premières applications de cette méthode a été une campagne de publicité réalisée en 2001 dans les médias nord-américains pour le compte conjoint du World Wildlife Fund (représentant le citoyen ?) et d'Unilever (premier armateur de la planète). Son objectif

était d'inciter le consommateur à exiger le respect d'un « code de bonne conduite » et d'un « écolabel » (dont Unilever définissait les termes) à tous les armateurs à la pêche. Le résultat pour le moment a été de faire interdire d'immenses zones océaniques à une forme de pêche (la palangre flottante) que - incidemment - ne pratique pas Unilever mais qui est souvent vitale pour les pays en développement.

Cette dérive est grave. Il n'entre pas dans le rôle d'une entreprise, multinationale ou non, de réduire d'elle-même ses bénéfices par souci d'un environnement qu'il ne lui revient pas de protéger. Sa raison d'être est de faire des bénéfices, pas de s'occuper de « toute la misère écologique du monde », et la Bourse aurait vite fait de la rappeler à ses devoirs. L'introduction du discours écologique chez les multinationales résulte donc exclusivement d'une stratégie de concurrence, pas d'une préoccupation sociale. Que ceci ait de temps en temps des effets positifs, tant mieux (on ne peut que se féliciter, au nom du principe de précaution, que le fréon soit interdit) ; mais l'objectif n'est pas cette amélioration du milieu, il est de réduire la concurrence. Oublier ceci, c'est courir plusieurs risques. Tout d'abord, de ne plus avoir accès aux informations per-

mettant de juger vraiment des effets des produits sur l'environnement : si l'entreprise devient juge et partie, elle ne peut que fausser le jeu pour augmenter ses bénéfices. Or, parier sur la rigueur déontologique des multinationales, cela s'est fait récemment à Wall Street, avec le succès que l'on sait. Ensuite cela donne à ces entreprises un pouvoir extravagant, qui revient normalement à l'État. Autoriser une multinationale (ou toute autre firme commerciale) à définir et faire respecter un code de bonne conduite, c'est lui laisser à la fois un pouvoir législatif et policier : quel qu'en soit le résultat, c'est inadmissible. Enfin, une fois l'objectif atteint (la réduction de la concurrence), on voit mal pourquoi l'entreprise continuerait à accepter de limiter ses propres bénéfices pour le bien-être de l'humanité. Et si, en plus, l'éducation du consommateur passe par la publicité, on peut tout craindre.

Et le citoyen, justement ? Dans notre pays les médias l'ont tellement inondé d'images sur des exemples réussis de « l'écologie d'en bas », qu'on en soupçonne une « consigne d'en haut ». Décharges transformées en jardins par les municipalités, rivières réhabilitées par les chômeurs, bords de mer ou pistes de ski entretenus par les professionnels du tourisme, le message est évident : c'est au citoyen « d'en bas » de soigner son environnement. Double démission de l'État en France, par le bas en renvoyant toute action aux communes ou aux comités de quartier ; par le haut en laissant aux multinationales le pouvoir de légiférer. On est bien arrivé au niveau zéro de la responsabilité politique.

Johannesburg aura donc eu un résultat inattendu : celui de clarifier les débats et de faire poser les vraies questions. Les réponses sont, sinon faciles à faire appliquer, au moins simples dans leur énoncé : ne mélangeons pas les genres et que chacun fasse son métier. C'est le travail et la responsabilité des gouvernements, et

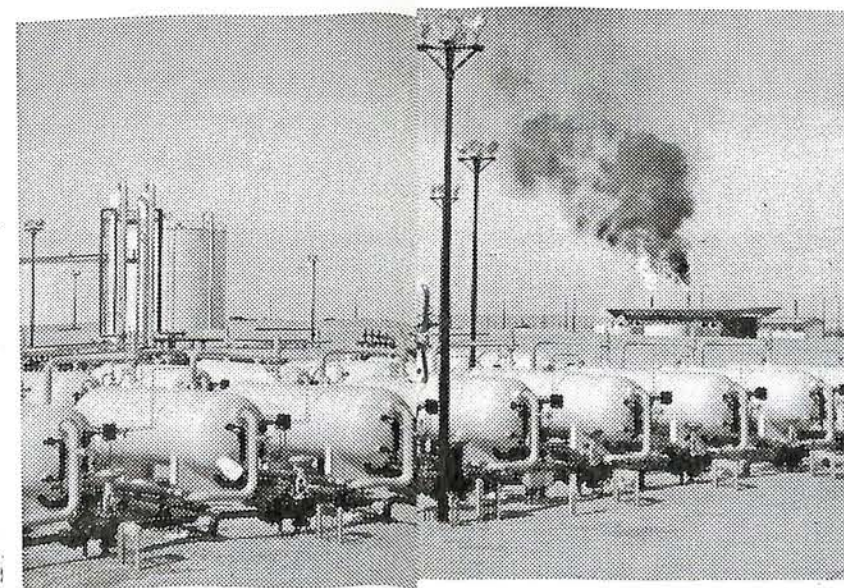
pas du marché, de proposer pour l'avenir des options qui doivent impérativement prendre en compte les composantes écologiques. Rappelons que si respect de l'environnement et ultra-libéralisme économique sont fondamentalement incompatibles et aboutissent aux excès que l'on voit tous les jours, il n'en reste pas moins que les plus grands désastres écologiques ont tous été le fait des États. Que ce soit de façon active : il ne faut pas oublier que le plus grand pollueur du monde a été l'Union Soviétique, peu soumise au marché ; ou que ce soit, par passivité et/ou corruption (abandon de la forêt amazonienne aux intérêts privés). Autrement dit, en dernier recours ce sont les États qui sont responsables des effets de leurs choix sur la planète. Celui du tout nucléaire, par exemple, fait jadis par la France, a eu comme résultat positif pour l'environnement des émanations de gaz à effet de serre réduites dans notre pays. Il a une conséquence grave : que faire des déchets radioactifs ?

Les choix des sociétés modernes doivent se faire en suivant les règles du principe de précaution et du développement durable, et prendre en compte le long terme. Ceci est par définition le devoir d'un État, et d'un État indépendant des pressions corporatistes (ce qui suppose l'existence d'un vrai service public), capable de réaliser des recherches et des mesures d'impact environnemental, de mener une réflexion prospective, de prendre des décisions parfois impopulaires et de poursuivre une politique pérenne dans le souci du bien-être présent et futur de ses citoyens. Résistance aux pressions, réflexions sur l'évolution de la société sur le long terme, soutien à la recherche, maintien des structures de l'État, efforts pédagogiques, voilà les vrais préalables aux réponses sur les problèmes environnementaux, hélas tous absents des préoccupations de Johannesburg, et de notre gouvernement.

François VILLEMONTAIX

JOHANNESBURG

Échec au sommet



◆ Il est vain d'espérer que les multinationales aient spontanément le souci de l'environnement...



Un nouveau "Lys Rouge" est paru
Au sommaire du n° 50

● Dossier "Autour du comte de Paris"

- Le Centre d'études et de documentation (1945-1947)
- Document : Fédéralisme et monarchie (un article de 1947 d'Ici-France)
- Fac-similé : la brochure *Une institution, un homme* (1946)
- Bruno Goyet présente sa biographie du comte de Paris (conférence et débat)
- La mort d'un prince de France en Algérie : François d'Orléans
- Le château d'Agimont
- Chantal de France en Tunisie : la leçon d'histoire d'une princesse

● Hommage à Honoré d'Estienne d'Orves

● Roger Lambelin, Samedi-Revue et « La Jeunesse royaliste »

● Monarchistes italiens

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

☐ commande le n° 50 du Lys Rouge et verse pour cela la somme de 5,4 € (à l'ordre de Royaliste)

☐ ou s'abonne pour 4 numéros et verse 13 €

Enquête

Au pays de l'argent noir

Saturés d'investigations télécommandées, écœurés par l'aveuglement volontaire de certains médias, assommés par les racontars des maniaques du complot, nous avons presque oublié qu'une enquête menée par un journaliste honnête et courageux pouvait dévoiler des vérités explosives.

De prime abord, on n'y croit pas. Trop de livres plus ou moins bidonnés sur les « affaires », les secrets des francs-maçons, les réseaux bruns, les ballets roses et autres avions qui n'ont jamais percuté le Pentagone. Alors, on se méfie de ces révélations d'un journaliste inconnu (entendez par-là que son nom ne figure pas parmi les grands investigateurs cités au tableau d'honneur du *Monde*), publiant chez un petit éditeur (même absence d'accréditation par le même journal) et dont on se souvient vaguement qu'il aurait commis une erreur de fait dans son précédent ouvrage.

C'est ainsi que, malgré notre irrévérence à l'égard de MM. Colombani, Plenel et Minc, nous avons raté *Révolutions*, le précédent ouvrage de Denis Robert. Heureusement, celui-ci a poursuivi son enquête et publié un second livre, étonnant, qui cette fois ne nous a pas échappé.

La méfiance demeurait, cependant. Elle s'est peu à peu dissipée au fil des doutes exprimés par l'auteur de *La boîte noire* (1). Après des mois d'enquête sur un établissement financier luxembourgeois, Denis Robert n'en croyait toujours pas ses yeux et ses oreilles : malgré les documents accumulés et les confidences recueillies auprès de témoins dignes de foi, ce journaliste qui avait entrepris une

« petite enquête » craignait manifestement d'être atteint de paranoïa. Le livre touche d'abord par ce soupçon à l'égard de soi-même, par le doute méthodique à l'égard des autres, même des amis, qui pourraient être des faiseurs ou des manipulateurs intéressés. C'est dans cette épreuve intime que la conviction finit par s'établir.

Mais sur quoi ? Sur l'existence d'un système, immense, complexe et presque totalement opaque, de blanchiment de l'argent sale.

La blanchisseuse est un établissement financier d'envergure mondiale qui a pignon sur rue au Luxembourg. C'est Clearstream qu'il se nomme. L'activité qu'exercent ses dirigeants et employés est indispensable au monde de la finance : c'est une chambre de compensation entre des clients considérables (banques, gros actionnaires...) qui établissent des comptes pour leurs échanges (en monnaie, en titres) mais qui ne sont crédités ou débités que des soldes des transactions qu'ils effectuent. La compensation est un très vieux système, qui n'a rien de répréhensible dès lors que toutes les opérations sont enregistrées et demeurent vérifiables. En un mot, il faut de la transparence - pour reprendre l'injonction cent fois ressassée par les esprits épris de modernité.

Or les dirigeants de Clearstream, aidés par quel-

ques informaticiens de très haut niveau, se sont employés à rendre complètement opaque un système de compensation qui brassait en l'an 2000 quelque mille milliards de dollars. On a établi des comptes secrets, on a brouillé les traces des opérations financières délictueuses au moyen de techniques d'une complexité inouïe et pour le plus grand profit des réseaux mafieux intercontinentaux.

Comment un très modeste journaliste a-t-il pu explorer cette boîte noire ? Au prix d'un énorme travail de compréhension de mécanismes qu'il expose avec beaucoup de clarté ; en effectuant une enquête jalonnée d'obstacles - pressions, menaces, pièges en tous genres - et en parvenant à franchir les barrières médiatiques. *Le Monde* a d'ailleurs joué un rôle très étrange dans cette affaire...

Rien n'a été épargné à Denis Robert, mais c'est lui qui a gagné. Les documents qu'il publie en font foi. Les magistrats spécialisés dans la lutte contre le blanchiment (Jean de Maillard par exemple) attestent de la rectitude de son enquête. Une commission d'enquête parlementaire française s'est saisie de l'énorme dossier et ses conclusions sont accablantes pour ceux qui jouaient les vierges effarouchées. Hélas, Clearstream n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres. L'argent noir continue de pourrir le monde.

Yves LANDEVENNEC

(1) Denis Robert - « *La boîte noire* ». Editions Les Arènes. 2002, prix franco : 20,70 € ; chez le même éditeur, « *Révolutions* ». 2001, prix franco : 21,60 €.

Idées

Sloterdijk et Nietzsche

La réputation de Peter Sloterdijk nous est arrivée, sulfureuse, d'Allemagne, lorsqu'en juillet 1999, le philosophe prononça une conférence intitulée : « règles pour un parc humain ? » Comme il y était question de biotechnique et qu'il n'hésitait pas à parler d'élevage humain en se réclamant de l'inévitable Nietzsche, la polémique fut vive. Comment ne l'aurait-elle pas été alors qu'elle concernait le domaine le plus énigmatique et le plus périlleux qui soit aujourd'hui ? L'intéressé tient aujourd'hui à rassurer. Dans un entretien avec Alexis Lacroix (*Le Figaro* du 7 août 2002), il s'insurge contre l'image du « philosophe à coup de marteaux », « pour la bonne raison qu'il n'y a plus rien à démolir ». Ah bon ? Surtout, il veut contrer la propagande médiatique, qui affolerait le public avec des dangers imaginaires. Ce qu'on nous annonce partout comme terrifiant se réduit à des réalités infiniment plus prosaïques lorsqu'on s'informe sur place : « Le moindre généticien ou biologiste qui vous ouvre la porte de son labo ne « cadre » pas du tout avec l'image terrifiante d'apprenti sorcier qu'on veut lui accoler. A mille lieux des mutants démiurgiques sous les traits desquels la société du spectacle aime à se le représenter, ces scientifiques vous expliquent que, en fait, ce dont ils sont techniquement capables ne représente quasiment rien. »

Pour un peu, Peter Sloterdijk, à l'égal de ses laborantins, se réclamerait lui aussi d'une pensée modeste. C'est décidément très à la mode. Seulement la substance de son propos nous oblige à dépasser ses préliminaires lénifiants. Quand on invoque Heidegger pour parler de la nature en terme d'un « immense domaine de latence », on ferait bien de rappeler l'angoisse du philosophe devant la provocation de la technique qui nous fait considérer la nature comme un fonds à disposition. D'autant que la nature ici c'est du biologique humain et que si gestion il y a à son propos, elle ne saurait s'envisager sans une sagesse appropriée à son ordre.

Qu'on nous entende bien. Qu'un philosophe contemporain prenne à bas le corps les questions posées par les biotechnologies, il n'y a là rien pour nous effrayer. Au contraire ! cette intervention est hautement nécessaire. Qu'il considère l'objet de son étude avec un relatif détachement et même un a priori de dédramatisation, pourquoi pas ? Il convient de se dépouiller de tout pathos personnel ou médiatique pour cerner sereinement les problèmes. Mais ce n'est pas une raison pour se détacher dans un second moment, qui est celui du jugement prudentiel, de toute interrogation proprement éthique et ontologique, celle qui se fonde sur l'histoire de la pensée et les réquisitions de notre différence spécifique. Car tout en dédramatisant, Sloterdijk nie en fait les difficultés de fond. Exemple, la question du clonage : « Bien que les distinctions habituelles à l'humanisme et les grands partages identitaires entrent en crise (tiens, tiens !), les êtres humains continuent d'entretenir, au travers de la

reproduction, un rapport ouvert à l'avenir. La création d'un clone humain continuerait d'être une loterie génétique, et les parents n'auraient aucune garantie que leur progéniture sera parfaite. Comme le prouve l'existence de jumeaux homozygotes, la vie même d'une copie reste toujours ouverte à la déception et à la surprise. »

Soyez donc rassurés, bonnes gens, les clones ne seront jamais de vraies copies et la recherche de l'être parfait sera toujours chimérique. Mais qu'en est-il du clone lui-même, de son statut par rapport à une filiation humaine, à un père et à une mère. Qu'en est-il de ce que Pierre Legendre appelle « la fabrication du sujet » et qui relève d'un contexte anthropologique délicat ? Passez muscade... Tout cela relèverait d'une nostalgie qui est celle d'une « raison classique », probablement encore prisonnière de présupposés métaphysiques obsolètes. Mais il n'y a pas que les métaphysiciens à s'inquiéter. Les psychanalystes tout autant s'interrogent avec tous ceux qui, engagés dans les sciences humaines modernes, savent que la généalogie humaine relève d'un domaine étranger à la manipulation technicienne. Cela ne veut pas dire que la technique et ses prothèses ne sont pas bienvenues et bienfaites pour venir au secours de nos faiblesses et de nos manques. C'est la chair elle-même qui ne pouvant être considérée comme une pure fabrication, relève autant du problème que du mystère.

J'avais abordé le sujet ici-même à propos du regretté Michel Henry, qui avait bien voulu me signifier son accord (1). La chair, grâce à lui, relevait d'une réflexion phénoménologique appropriée qui échappait aux équivoques grecques du corps, considéré comme une réalité dégradée. Peter Sloterdijk procède à l'inverse. Ce sont, avec lui, les nouvelles biotechnologies qui doivent être accueillies et recevoir droit de cité, indépendamment de tout questionnement anthropologique, renvoyé à une métaphysique dépassée. Cela ne signifie pas que notre gestionnaire du parc humain soit dépourvu de toute philosophie et donc de tout présupposé. Son nietzschisme flamboyant en est bien la preuve, et, qu'il nous pardonne, le pathos qu'il met en œuvre vaut bien celui qui suscite son ironie. Nietzsche est un penseur trop protéiforme pour qu'on l'enferme dans un système simple, mais tout de même ! Son extraordinaire faculté polémique, qui lui donne souvent de si beaux éclaircissements psychologiques, se paie aussi d'un prophétisme halluciné qui demeure sa fatalité. Il y a donc toutes sortes de nietzschismes. Celui d'un Deleuze a servi hier tout un travail de démolition de la personne dont nous n'avons pas fini de payer les pots cassés. Celui de Sloterdijk me paraît aussi redoutable, sinon plus. Lorsque je lis sous sa plume une réfutation autorisée d'une thématique de « la volonté de puissance » qui me paraît bienvenue, c'est aussitôt pour redouter la déconstruction radicale de la volonté qui s'en suit : « La volonté n'est qu'une manière de parler, il n'existe que des multitudes de forces, de discours, d'attitudes et leur manière de se composer sous la règle d'un Moi qui s'approuve, se perd et se transforme. » Que reste-t-il de l'homme dont la volonté n'est qu'une force parmi d'autres, sinon une luciole qui brille de façon éphémère, une trace dans le sable destinée à être bientôt effacée ?

Peter Sloterdijk - « *La Compétition des Bonnes nouvelles* - Nietzsche évangéliste ». Mille et une nuits, prix franco : 10 €.

(1) Cf. l'article *Retour à l'anthropologie* dans *Royaliste* n°765.

Tardi

Le jansénisme

Poursuivant son inventaire de l'œuvre de Léo Malet, Jacques Tardi nous livre avec ce dernier opus de la saga de Nestor Burma une BD riche de rebondissements et d'amère nostalgie.

Un acteur demi-sel, sollicitant pécuniairement Hélène, la secrétaire de Burma, disparaît soudainement ; un chanteur à succès, de guimauve, change subitement de comportement tandis que son fan-club réunissant des jeunes filles en extase se révèle être une étrange officine. On l'aura compris, cette enquête a pour cadre le milieu du music-hall. La double intrigue se complète pour, au dénouement, trouver une solution commune où l'on découvre que les innocents sont moins naïves qu'il n'y paraît au premier abord. Entre temps, un certain nombre de cadavres auront émaillé l'enquête. On retrouvera de même une belle galerie de personnages pittoresques, ne manquant ni de verve ni de gouaille, ressuscitant à merveille le Paris des années cinquante.

Le trait précis de Tardi, tout en noir et blanc, redonne vie à un Paris de petites venelles, de bistrots miteux et d'appartements vétustes ou cossus. Tantôt sarcastique tantôt sordide, l'histoire à cette touche qui lui confère l'apparence d'une tranche de vie.

Tout amateur curieux de récit policier s'interrogeant sur la réussite d'une adaptation en BD d'un des auteurs français les plus riches du genre ne manquera d'y retrouver son compte.

Bruno DIAZ

Léo Malet/Tardi - « M'as-tu vu en cadavre ? », série Les Nouveaux mystères de Paris. Casterman, prix franco : 13,60 €.

La crise du jansénisme, partie d'une querelle théologique difficile, s'envenima au point de devenir une part obscure du règne de Louis XIV. Aimé Richardt en retrace la genèse avec passion et beaucoup de clarté.

Corneille Jansen, alias Jansénius, très bon évêque d'Ypres, universitaire reconnu par ses pairs de l'université de Louvain, laissa à sa mort (en 1638), une œuvre, l'*Augustinus*, qui prétendait réactualiser saint Augustin. Son ami français, le brillant abbé de Saint-Cyran (mort en 1643), qui fut bien près d'être évêque (s'il n'avait déplu à Richelieu qui lui fit passer les dernières années de sa vie en prison), fut son plus ardent propagandiste, notamment auprès des sœurs cisterciennes de l'abbaye de Port-Royal (au Faubourg St-Jacques à Paris et dans la vallée de Chevreuse à « Port-Royal des Champs »), dont il assurait la direction spirituelle. Ainsi, comme Luther et Calvin, remuèrent-ils la vieille question théologique de la liberté de l'homme face à son salut, de la grâce divine et de la prédestination... et pensèrent-ils, en cette matière comme en d'autres, revenir à la pureté de l'Église primitive. Il est vrai que l'Église de France, surtout depuis le concordat de Bologne signé en 1516 par le pape Léon X et François I^{er}, était entièrement soumise au pouvoir politique et sa richesse immense excitait toutes les convoitises, quand à ses dignitaires ils étaient loin de pratiquer la pureté évangélique... Jansénius et l'abbé de Saint-Cyran eurent maille à partir avec les jésuites qui défendaient sur la question de la grâce les thèses de Molina

(molinisme), plus optimistes en apparence (on a prétendu que les bras en V du Christ sur les crucifix jansénistes sont un signe que le Salut est offert à moins de monde...), et qui au plan politique étaient proches du roi et, paradoxalement, défenseurs des prérogatives papales face aux prétentions d'autonomie (gallicanisme) du clergé français.

La famille Arnauld - mère Angélique et mère Agnès, abesses de Port-Royal, Antoine, dit le « grand Arnauld », gagnés au jansénisme, avaient aussi de vieux comptes avec les jésuites. Le conflit s'envenima peu à peu et le jour vint, en 1649, où après divers incidents, la Faculté de Théologie de Paris tira cinq propositions de l'œuvre de Jansénius et demanda au Pape Innocent X de condamner le jansénisme sur ce résumé. Ce qu'il fit. Mais la question janséniste devint une crise ouverte qui ne trouva un épilogue provisoire que soixante-dix ans plus tard grâce à la clairvoyance un peu méprisante du Régent.

Entre temps que de révoltes, d'arguties, de procédures, de

contraintes morales et physiques. Le roi Louis XIV, qui prétendait rétablir l'unité spirituelle de son royaume, ne pouvait pas tolérer ce qu'il estima être un nouveau schisme. Mais il blessa ainsi bien des consciences pures et s'aliéna quelques-unes des plus belles intelligences de son siècle, parmi lesquelles celle de Pascal, dont les *Provinciales*, lettres polémiques pour défendre les jansénistes, eurent un succès considérable pour l'époque... Il s'ensuivit bien des divisions et des rancœurs, non seulement dans l'épiscopat et le clergé, mais aussi, chose plus grave, dans la bourgeoisie parlementaire. Cette dernière se forgea là un esprit de résistance et d'individualisme qui, pour certains historiens des idées, devait à certains égards ruiner la Monarchie absolue et préparer la Révolution française. La complexité des questions théologiques et la richesse des caractères en présence rendent cette histoire passionnante mais extraordinairement complexe. C'est tout le mérite d'Aimé Richardt d'avoir su la clarifier, avec une passion communicative.

Frédéric AIMARD

Aimé Richardt - « *Le Jansénisme, de Jansénius à la mort de Louis XIV* », préface de M^{re} Guillaume, évêque de Saint Dié, François-Xavier de Guibert, prix franco : 25 €.

Du même auteur :

Le Soleil du Grand Siècle, Louis XIV et son règne

Prix franco : 18 €

Objectif 10 000
Merci !

Oui, merci ! Merci à tous ceux qui ont participé à notre souscription et qui nous ont permis d'atteindre et même de dépasser l'objectif des 10 000 euros qui nous étaient nécessaires pour équilibrer notre budget de cette année. Nos inquiétudes étaient donc vaines et nos amis, de tous horizons, ont, à nouveau, répondu présent à notre appel à l'aide. Mieux encore, un certain nombre d'entre eux ont choisi de nous envoyer désormais une aide mensuelle par virement automatique. Les sommes ainsi recueillies viendront s'inscrire au crédit de notre souscription du printemps prochain.

Yvan AUMONT

6^e et dernière liste de souscripteurs

Remy Aimar 25 € - Jean-François Asselin 100 € - Georges Balandier 60 € - Christophe Bertorelle 15 € - Bob et Madame 10 € - D.B. (Paris) 500 € - Guy Bosc 20 € - Djamel Boudjelal 41,14 € - François Bourguignon 150 € - P.B. (Val-de-Marne) 4,25 € - Michel Bugnon-Mordant 9,25 € - Philippe Cailleux 40 € - Jean-Luc Castro 30 € - Jean Charbonnel 40 € - Marc Desaubliaux 50 € - Michel Fontaurelle 200 € - Jacques Doremieux 20 € - Georges Dorso 104,25 € - Michèle Dutac 14,48 € - Richard Fielz 75 € - Florent Rapeau 16 € - Brigitte Gakière 15,25 € - François Gerlotto 105 € - Yves Gillet 20 € - Michel Godefroid 10 € - Pierre Goubert 60 € - Jean Grimaldi d'Esdra 100 € - Marc Hedelin 14,25 € - Fabrice Hugot 120 € - Patrick Jacques 15,34 € - Patrice Jouault 20 € - Florence Kuntz 100 € - Bernard Lanza 20 € - Christian Laurent 15 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Jean-Louis Legoux 40 € - G.M. (Bouches-du-Rhône) 9,25 € - Alain-Paul Nicolas 20 € - Etienne Ozenne 9,25 € - Michel Paris 50 € - Gilles Pégourier 40 € - Yolande de Prunel 100 € - Le juge Michel 20 € - Stéphane Retzmanick 50 € - Paul-André Richard 20 € - Anne Richardt 100 € - Alain Saint Paul 25,15 € - Un anarcho-royaliste du Maine 40 € - Laurent Soutenet 20 € - Philippe Tesson 50 € - Jacques Thelen 20 € - Jean-Marie Tissier 16 €.

Total de cette liste : 2 789,34 €

Total précédent : 8 448,69 €

Total général : 11 238,03 €

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France, placée sous la responsabilité de Philippe Labarrière, organise une réunion d'information le **samedi 28 septembre à 15 h.** dans les locaux du journal. Cette réunion est particulièrement destinée à tous ceux qui, adhérents ou non de la NAR, ont participé d'une manière active à la campagne pour l'élection présidentielle. Occasion de s'informer, de faire le point et d'envisager ensemble les possibilités d'actions pour l'avenir. Cette réunion sera animée par Bertrand Renouvin.

MERCREDIS DE LA NAR

Nos réunions hebdomadaires des *Mercredis de la NAR* reprendront le **Mercredi 2 octobre à 20 h.** Le sujet n'est pas encore fixé.

Rappelons que ces réunions sont ouvertes à tout le monde (participation aux frais de 1,5 €) et qu'elles sont suivies pour ceux qui le désirent d'un repas amical (5 €).

Il est possible de prendre une *carte d'abonné* pour l'année (8 €) qui donne droit à l'entrée gratuite et à l'envoi régulier des programmes.

PORTUGAL

Appel à nos lecteurs portugais. Nous sommes en train de constituer pour un prochain numéro du *Lys rouge* un dossier sur les royalistes portugais et leurs activités. Tous renseignements ou documents sur le sujet seraient les bienvenus.

Merci également de nous communiquer les adresses (postales et électroniques) ainsi que les sites internet des divers groupes royalistes portugais.

LYS ROUGE

Un nouveau numéro du *Lys Rouge* est paru pendant l'été (voir l'annonce et le sommaire en page 8). Nous incitons vivement tous nos amis, non seulement à se procurer ce numéro - ou mieux encore s'abonner ! - mais aussi à le faire connaître à toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire du royalisme.

Jean-Philippe Chauvin, rédacteur en chef du *Lys Rouge*, lance d'autre part un appel à toutes les personnes qui détiennent des documents, journaux anciens, tracts, etc. concernant le royalisme en leur demandant de nous le signaler.

INTERNET

Ceux de nos lecteurs qui disposent d'une adresse électronique peuvent s'abonner gratuitement à notre « liste de diffusion » qui leur permettra d'être tenu au courant des activités royalistes.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un courriel à notre adresse :

royaliste@multimania.com

en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les charmes de la gouvernance

Notre confrère *Le Monde* s'interrogeait voici peu : « où va M. Raffarin ? ». Il aurait fallu commencer par se demander d'où il revient.

De trois semaines de vacances, pardi ! Alors qu'il venait de prendre des fonctions qui sont en elles-mêmes écrasantes, dans une période historique à tous égards dangereuse, le Premier ministre a choisi le farniente, comme d'ailleurs le président de la République. Lionel Jospin aimait lui aussi les longues vacances... Comme je les comprends ! Mais, en ce cas, il ne faut pas prendre en charge la politique de la nation.

C'est ainsi : de gauche ou de droite, les oligarques goûtent les charmes de la *gouvernance*. Cette notion floue évoque le pilotage automatique – à ceci près que le commandant de bord et son équipage aiment les siestes en fond de cabine.

Il est vrai que les gouvernants n'ont plus grand chose à faire. Les États-Unis sont les maîtres du jeu diplomatique et militaire. Le Pacte de stabilité limite les choix budgétaires à une adaptation aux contraintes imbéciles que les Quinze ont confirmées lors du sommet de Copenhague, le 7 septembre. La politique monétaire dépend des décisions de la Banque centrale européenne, et le cours de l'euro est fonction des évolutions du dollar. La politique industrielle est entre les mains de capitaines d'industries incapables et prétentieux, tels Jean-Marie Messier, où de prédateurs qui mettent leurs profits au-dessus de leur pays. La politique des salaires et des revenus, qui échappe pour l'essentiel à la volonté

gouvernementale, consiste à louvoyer, pour ce qu'il en reste, entre les intérêts du Medef et de la FNSEA et les pressions syndicales. Restent la sécurité publique, les prisons, et la préparation des lois qui permettront à l'État de se débarrasser de ses responsabilités par la décentralisation. J'allais oublier l'enseignement, qui sera « géré » aux moindres coûts.

M. Raffarin a bien fait de partir en vacances. Il est rentré,



détendu, pour procéder à quelques adaptations et arbitrages qui font grand bruit, mais qui sont sans grande importance puisque la ligne générale a été fixée voici plusieurs années lors de sommets européens. Il est donc oiseux de se demander où va M. Raffarin. Le Premier ministre ne va nulle part. Il est content d'être là, du moins pour le moment. Sans états d'âme, il fait ce qu'on lui dit de faire. Il annonce la baisse des impôts et la hausse de certaines dépenses tout en promettant la réduction du déficit alors que nous sommes dans une période de faible croissance – ce qui exigerait une relance globale des investissements publics. Il veut baisser les

charges et augmenter un Smic qui sera réunifié. Il veut la rigueur et la démagogie...

Peu importe les contradictions, les inepties, les mensonges, les manipulations : notre homme de « terrain », front bas, tourne en rond les yeux rivés au sol. A-t-il oublié que le candidat Chirac avait obtenu au premier tour de la présidentielle 5 665 855 suffrages, soit 13,75 % des électeurs inscrits, alors que plus de dix millions d'électeurs avaient choisi des candidats contestataires ?

Voilà qui crée dans notre pays une situation pré-révolutionnaire. Ce qui ne signifie pas qu'une révolution aura lieu puisque personne n'est aujourd'hui en mesure de la conduire.

Faut-il en conclure qu'il n'y a rien à faire, sinon attendre que M. Raffarin et son gouvernement sombrent, de leur propre fait, dans le discrédit ? Certes non. Selon le projet politique de restauration de l'État et de défense de la nation, dont nous avons pour notre part précisé les modalités, il faut dégager la perspective et empêcher que le Parti socialiste ne bénéficie une fois de plus d'une réaction de rejet. Depuis la rentrée, M. Hollande s'indigne, s'agite, prend des poses. Les champions des privatisations, qui préparaient entre autres la liquidation d'E-DF-GDF, les défenseurs de Claude Allègre, ministre détesté de l'Éducation, les partisans de la guerre d'agression contre la Yougoslavie, les alignés sur le gouvernement des États-Unis, les responsables de la situation désastreuse dans les hôpitaux et de la flexibilité des salaires sont mal placés pour se plaindre. Nous dénoncerons sans relâche leurs reniements et leur hypocrisie : de gauche ou de droite, c'est le pouvoir oligarchique qu'il faut détruire si nous voulons sauver notre patrie.

Bertrand RENOUVIN